

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202778]

27 AVRIL 2017. — Arrêté ministériel modifiant l'annexe à l'arrêté ministériel du 27 août 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, D.250, D.251 et D.263;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, l'article 42, § 2;

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 décembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 9 février 2017;

Vu le rapport du 10 mars 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 16 janvier 2017;

Vu l'avis 61.136/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 avril 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées;

Considérant qu'il convient de corriger les erreurs matérielles contenues dans l'annexe initiale de l'arrêté ministériel du 27 août 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs publié au *Moniteur belge* le 1^{er} octobre 2015 et entrant en vigueur le même jour;

Considérant que l'abandon des contrôles sur place sur cinq pour-cent des exploitations au profit d'un contrôle administratif sur toutes les exploitations nécessite un recalibrage de la mesure, afin de respecter le principe de proportionnalité des sanctions,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'annexe à l'arrêté ministériel du 27 août 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, sous la rubrique "G01 Protection des eaux contre la pollution par les nitrates", sous "2^e chiffre: degré de non-conformité", sous "Données", concernant l'exigence D1T01E4, au point 47, le mot "lisier" est remplacé par les mots "fertilisant organique à action rapide".

Art. 2. Dans la même annexe, sous la rubrique "G06 Oiseaux sauvages ET G07 Habitats", sous "2^e chiffre" degré de non-conformité", sous "Etendue", les mentions relatives aux exigences D1T03E1/E5, D1T03E2/E6, D1T03E3/E7 sont remplacées par ce qui suit :

« - Pour exigences D1T03E1/E5 :

- | | |
|------------------|---|
| Indicateur 101 : | 1 Si le non-respect (longueurs cumulées) concerne maximum 50 m |
| | 2 Si le non-respect (longueurs cumulées) concerne plus de 50 m et maximum 200 m |
| | 3 Si le non-respect (longueurs cumulées) concerne plus de 200 m |

On prend en compte la somme des longueurs de berges, fossés pour lesquels la norme n'est pas respectée.

- | | |
|----------------------|--|
| Indicateurs 102, 105 | 1 Superficie totale concernée* ≤ 0,20 ha |
| | 2 Superficie totale concernée* > 0,20 ha et ≤ 1 ha |
| | 3 Superficie totale concernée* > 1 ha |

*= désherbée hors clôture (indicateur 105) ou labourée (indicateur 102)

- | | |
|----------------------|---|
| Indicateurs 103, 107 | 1 Longueur totale des drains créés ou entretenus ≤ 10 m |
| | 2 Longueur totale des drains créés ou entretenus > 10 m et ≤ 50 m |
| | 3 Longueur totale des drains créés ou entretenus > 50 m |

- | | |
|----------------|------------------|
| Indicateur 104 | 2 Par définition |
|----------------|------------------|

Indicateurs 108, 110 et 111	1 Par définition
Indicateur 106, 109	1 Si la longueur totale du non-respect < ou = à 50 m 2 Si la longueur totale du non-respect est > à 50 m et < ou = à 200 m 3 Si la longueur totale du non-respect est > à 200 m
- Pour exigences D1T03E2/E6 :	
Indicateur 201	1 Superficie totale concernée par la non-conformité ≤ 0,20 ha 2 Superficie totale concernée par la non-conformité > 0,20 ha et ≤ 1 ha 3 Superficie totale concernée par la non-conformité > 1 ha
Indicateurs 202, 215	1 Par définition
Indicateur 203	1 Si stockage 2 Si épandage
Indicateurs 204, 205, 207, 208, 211	1 Superficie totale concernée par la non-conformité ≤ 0,2 ha 2 Superficie totale concernée par la non-conformité > 0,2 ha et ≤ 1 ha 3 Superficie totale concernée par la non-conformité > 1 ha
Indicateur 206	1 Superficie totale des parcelles concernée par la non-conformité ≤ 1 ha 2 Superficie totale des parcelles concernée par la non-conformité > 1 ha
Indicateur 209	2 Superficie totale des parcelles concernée par la non-conformité ≤ 1 ha 3 Superficie totale des parcelles concernée par la non-conformité > 1 ha
Indicateur 210	1 Si stockage ou affouragement 2 Si fertilisation ou amendement
Indicateur 212, 213	2 Superficie totale concernée par la non-conformité ≤ 0.2 ha 3 Superficie totale concernée par la non-conformité > 0.2 ha
Indicateur 214, 216	1 Superficie totale concernée par la non-conformité ≤ 0,02 ha 2 Superficie totale concernée par la non-conformité > 0,02 ha et ≤ 0,05 ha 3 Superficie totale concernée par la non-conformité > 0,05 ha
Indicateur 217	2 Par définition
- Pour exigences D1T03E3/E7 :	
2 Superficie totale concernée par la non-conformité ≤ 0.2 ha	
3 Superficie totale concernée par la non-conformité > 0.2 ha ».	

Art. 3. Dans la même annexe, sous la rubrique "G09 Sécurité des denrées alimentaires", sous "2^e chiffre : degré de non-conformité", sous "Données", le tableau est remplacé par ce qui suit :

«

Exigence non respectée		Gravité	Etendue	Caractère persistant	Degré de non-conformité
D2T05E1 Interdiction de mise sur le marché de denrées alimentaires dangereuses ou d'aliments dangereux pour les animaux		3	0	0	3
D2T05E2 Assurer la traçabilité de ce qui entre et de ce qui sort de l'exploitation	21	1	1	0	1
	22	1	1	0	1
		1	2	0	2
	23	2	1	0	2
2		2	0	3	
D2T05E3 Application des consignes d'hygiène minimales	31	1	1	0	1
		1	2	0	2
	32	2	1	0	2
		2	2	0	3
	33	3	1	0	2
3		2	0	3	

».

Art. 4. Dans la même annexe, sous la rubrique « G12 identification des bovins », les modifications suivantes sont apportées :

1° sous « Données », la mention relative à l'exigence D2T06E7 est remplacée par ce qui suit :

« D2T06E7 Communication à la base de données Sanitrace

281 Enregistrements dans la base de données Sanitrace (données erronées)

290 Retards dans la notification des mouvements à la base de données Sanitrace »;

2° sous « Données », le tableau est remplacé par ce qui suit :

Exigence non-respectée	Indicateurs	Gravité	Etendue	Caractère persistant	Degré de non-conformité	Avertissement précoce
D2T06E4 Enregistrement Registre d'exploitation		1	0	0	0 ou 1	X
		1	1	0	0 ou 1	X
		1	2	0	1	
		1	3	0	2	
		2	0	0	0 ou 1	X
		2	1	0	1	
		2	2	0	2	
D2T06E5 Identification		1	0	0	0 ou 1	X
		1	1	0	0 ou 1	X
		1	2	0	1	
		1	3	0	2	
		3	0	0	(0 ou 1)*	X
		3	1	0	2*	
		3	2	0	3	
D2T06E6 Document d'identification		2	0	0	0 ou 1	X
		2	1	0	1	
		2	2	0	2	
		2	3	0	3	
D2T06E7 Communications à la base de données Sanitrace	281	2	0	0	0 ou 1	X
		2	1	0	1	
		2	2	0	2	
		2	3	0	3	
	290	2	0	0	0 ou 1	X
		2	1	0	1	
		2	2	0	2	
		2	3	0	3	

* d'office 3 si PV établi

X = avertissement précoce. Le degré de non-conformité est fixé à 0. Il est maintenu à 0 si une action corrective a été mise en place par l'agriculteur dans le délai fixé par l'organisme payeur ou un organisme délégué. Si aucune action corrective n'a été mise en place dans le délai donné, le degré de non-conformité est réévalué à 1;

3° sous "2^e chiffre : degré de non-conformité", sous "Etendue", les mentions relatives aux exigences D2T06E5, D2T06E6, D2T06E7 sont remplacées par ce qui suit :

« Pour exigences D2T06E5, D2T06E6,

0 si 1 seul bovin ou ≤ 1 % du nombre total de bovins

1 si > 1 %, mais ≤ 5 % du nombre total de bovins

2 si > 5 %, mais ≤ 10 % du nombre total de bovins

3 si > 10 % du nombre total de bovins

Pour exigence D2T06E07

Indicateur 281 0 Si 1 seul bovin ou ≤ 1 % du nombre total de bovins

1 Si > 1 %, mais ≤ 5 % du nombre total de bovins

2 Si > 5 %, mais ≤ 10 % du nombre total de bovins

3 Si > 10 % du nombre total de bovins

- Indicateur 290
- 0 Si > 1 mouvement et ≤ 10 % des bovins* et délai moyen** > 21 jours
 - ou > 10 % et ≤ 30 % des bovins et délai moyen > 14 mais ≤ 28 jours
 - ou > 30 % et ≤ 50 % des bovins et délai moyen > 7 mais ≤ 21 jours
 - ou > 50 % des bovins et délai moyen > 7 mais ≤ 14 jours
 - 1 Si > 10 % et ≤ 30 % des bovins et délai moyen > 28 jours
 - ou > 30 % et ≤ 50 % des bovins et délai moyen > 21 mais ≤ 28 jours
 - ou > 50 % des bovins et délai moyen > 14 mais ≤ 21 jours
 - 2 Si > 30 % et ≤ 50 % des bovins et délai moyen > 28 jours
 - ou > 50 % des bovins et délai moyen > 21 mais ≤ 28 jours
 - 3 Si > 50 % des bovins et délai moyen > 28 jours

* Le pourcentage de retards est calculé en faisant le rapport entre le nombre de mouvements notifiés en retard et le nombre total de bovins ayant séjourné au moins 1 jour sur l'exploitation durant la période contrôlée

** Le délai moyen est calculé en faisant la moyenne des délais de notification des mouvements durant la période contrôlée;

4° sous « Informations relatives à l'avertissement précoce », l'alinéa relatif à l'exigence D2T06E7 est remplacé par ce qui suit :

« D2T06E7 : L'agriculteur est averti de la non-conformité mineure et un délai lui est donné pour mettre en place une action corrective. Concernant les données erronées dans la base de données Sanitrace, l'agriculteur fournit dans le délai, à l'organisme payeur ou un organisme délégué, les numéros de boucles des animaux concernés par la non-conformité et toute information nécessaire permettant la justification de l'action corrective (attestation ARSIA,...). Pour les retards de notification des mouvements à la base de données Sanitrace, aucune correction n'est possible a posteriori. L'action corrective consiste en un retour à la conformité pour la campagne suivante, durant une période allant de la notification de l'avertissement précoce jusqu'au 31 décembre. »

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} octobre 2015, à l'exception des articles 2 et 3 qui produisent leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2016.

Namur, le 27 avril 2017.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/202778]

27. APRIL 2017 — Ministerialerlass zur Abänderung des Anhangs des Ministerialerlasses vom 27. August 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1290/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungsanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242, D.250, D.251 und D.263;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, Artikel 42 § 2;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 27. August 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund der am 23. Dezember 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. Februar 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 10. März 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 16. Januar 2017 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 19. April 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 61.136/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die materiellen Fehler in der ursprünglichen Fassung des Anhangs des Ministerialerlass vom 27. August 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, der am 1. Oktober 2015 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde und am selben Tag in Kraft getreten ist, zu korrigieren sind;

In der Erwägung, dass der Verzicht auf die Kontrollen vor Ort in fünf Prozent der Betriebe zugunsten einer Verwaltungskontrolle in allen Betrieben eine Neuausrichtung der Maßnahme erfordert, um den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit der Strafen zu wahren,

Beschließt:

Artikel 1 - In dem Ministerialerlass vom 27. August 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte wird unter der Rubrik "G01 Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat" unter "2. Ziffer: Grad der Regelwidrigkeit" unter "Angaben" bezüglich der Anforderung D1T01E4 in Punkt 47 der Begriff "Gülle" durch die Wortfolge "schnell wirkenden organischen Düngemitteln" ersetzt.

Art. 2 - In derselben Anlage werden unter der Rubrik "G06 Wildlebende Vogelarten UND G07 Lebensräume" unter "2. Ziffer: Grad der Regelwidrigkeit" unter "Ausmaß" die Angaben für die Anforderungen D1T03E1/E5, D1T03E2/E6, D1T03E3/E7 durch folgendes ersetzt:

«- Für die Anforderungen D1T03E1/E5:

Indikator 101	1 Bei Nichtbeachtung (kumulierte Längen) über maximal 50 m
	2 Bei Nichtbeachtung (kumulierte Längen) über mehr als 50 m und höchstens 200 m
	3 Bei Nichtbeachtung (kumulierte Längen) über mehr als 200 m

Berücksichtigt wird die Summe der Längen von Ufern und Gräben, für die die Norm nicht beachtet wurde.

Indikatoren 102, 105	1 Betroffene Gesamtfläche* $\leq 0,20$ ha
	2 Betroffene Gesamtfläche* $> 0,20$ ha und ≤ 1 ha
	3 Betroffene Gesamtfläche* > 1 ha

*= unkrautfreie, nicht eingefriedete (Indikator 105), oder gepflegte Fläche (Indikator 102)

Indikatoren 103, 107	1 Gesamtlänge der angelegten bzw. instandgehaltenen Sickerleitungen ≤ 10 m
	2 Gesamtlänge der angelegten bzw. instandgehaltenen Sickerleitungen > 10 m und ≤ 50 m
	3 Gesamtlänge der angelegten bzw. instandgehaltenen Sickerleitungen > 50 m

Indikator 104	2 definitionsgemäß
---------------	--------------------

Indikatoren 108, 110 und 111	1 definitionsgemäß
------------------------------	--------------------

Indikatoren 106, 109	1 Bei Nichtbeachtung über eine Gesamtlänge von $<$ oder $= 50$ m
	2 Bei Nichtbeachtung über eine Gesamtlänge von > 50 m und $<$ oder $= 200$ m
	3 Bei Nichtbeachtung über eine Gesamtlänge von > 200 m

- Für die Anforderungen D1T03E2/E6:

Indikator 201	1 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche von $\leq 0,20$ ha
	2 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche von $> 0,20$ ha und ≤ 1 ha
	3 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche von > 1 ha

Indikatoren 202, 215	1 definitionsgemäß
----------------------	--------------------

Indikator 203	1 Bei Lagerung
	2 Bei Ausbringung

Indikatoren 204, 205, 207, 208, 211	1 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche von $\leq 0,2$ ha
	2 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche von $> 0,2$ ha und ≤ 1 ha
	3 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche von > 1 ha

Indikator 206	1 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche der Parzellen von ≤ 1 ha 2 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche der Parzellen von > 1 ha
Indikator 209	2 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche der Parzellen von ≤ 1 ha 3 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche der Parzellen von > 1 ha
Indikator 210	1 Bei Lagerung oder Fütterung 2 Bei Bodendüngung oder Bodenverbesserung
Indikatoren 212, 213	2 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche von ≤ 0,2 ha 3 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche von > 0,2 ha
Indikatoren 214, 216	1 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche von ≤ 0,02 ha 2 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche von > 0,02 ha und ≤ 0,05 ha 3 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche von > 0,05 ha
Indikator 217	2 definitionsgemäß - Für die Anforderungen D1T03E3/E7: 2 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche von ≤ 0,2 ha 3 Von der Regelwidrigkeit betroffene Gesamtfläche von > 0,2 ha».

Art. 3 - In derselben Anlage wird unter der Rubrik "G09 Sicherheit von Lebensmitteln" unter "2. Ziffer: Grad der Regelwidrigkeit" unter "Angaben" die Tabelle durch folgendes ersetzt:

«

Nicht beachtete Anforderung		Schwere	Ausmaß	Dauer	Grad der Regelwidrigkeit
D2T05E1 Verbot der Vermarktung gefährlicher Lebensmittel oder für Tiere gefährlicher Futtermittel		3	0	0	3
D2T05E2 Gewährleistung der Rückverfolgbarkeit der in den Betrieb gelangenden und den Betrieb verlassenden Güter	21	1	1	0	1
	22	1	1	0	1
		1	2	0	2
	23	2	1	0	2
		2	2	0	3
D2T05E3 Anwendung der minimalen Hygienevorschriften	31	1	1	0	1
		1	2	0	2
	32	2	1	0	2
		2	2	0	3
	33	3	1	0	2
		3	2	0	3

».

Art. 4 - In derselben Anlage werden unter der Rubrik "G12 Kennzeichnung der Rinder" folgende Änderungen vorgenommen:

1 unter "Angaben" wird der Vermerk bezüglich der Anforderung D2T06E7 durch Folgendes ersetzt:

«D2T06E7 Mitteilung an die Datenbank Sanitrace

281 Registrierung in der Datenbank Sanitrace (falsche Angaben)

290 Verspätete Mitteilungen der Bewegungen an die Datenbank Sanitrace»;

2° unter "Angaben" wird die Tabelle durch folgendes ersetzt:

Nicht eingehaltene Anforderung	Indikatoren	Schwere	Ausmaß	Dauer	Grad der Regelwidrigkeit	Frühwarnung
D2T06E4 Registrierung Betriebsregister		1	0	0	0 oder 1	X
		1	1	0	0 oder 1	X
		1	2	0	1	
		1	3	0	2	
		2	0	0	0 oder 1	X
		2	1	0	1	
		2	2	0	2	
		2	3	0	3	

Nicht eingehaltene Anforderung	Indikatoren	Schwere	Ausmaß	Dauer	Grad der Regelwidrigkeit	Frühwarnung
D2T06E5 Kennzeichnung		1	0	0	0 oder 1	X
		1	1	0	0 oder 1	X
		1	2	0	1	
		1	3	0	2	
		3	0	0	(0 oder 1)*	X
		3	1	0	2*	
		3	2	0	3	
D2T06E6 Kennzeichnungsdokument		2	0	0	0 oder 1	X
		2	1	0	1	
		2	3	0	3	
D2T06E7 Mitteilungen an die Datenbank Sanitrace	281	2	0	0	0 oder 1	X
		2	1	0	1	
		2	2	0	2	
		2	3	0	3	
	290	2	0	0	0 oder 1	X
		2	1	0	1	
		2	2	0	2	
	2	3	0	3		

*von Amts wegen 3 wenn ein Protokoll erstellt wurde

X = Frühwarnung. Der Grad der Regelwidrigkeit wird auf 0 festgelegt. Er bleibt bei 0, falls eine Korrekturmaßnahme vom Landwirt innerhalb der von der Zahlstelle oder von einer bevollmächtigten Einrichtung festgelegten Frist eingeleitet wurde. Wurde keine Korrekturmaßnahme innerhalb der eingeräumten Frist eingeleitet, so wird der Grad der Regelwidrigkeit auf 1 angehoben;

3° unter "2. Ziffer: Grad der Regelwidrigkeit" unter "Ausmaß" werden die Angaben für die Anforderungen D2T06E5, D2T06E6, D2T06E7 durch folgendes ersetzt:

"Für die Anforderungen D2T06E5, D2T06E6,

0 falls 1 einziges Rind oder $\leq 1\%$ der Gesamtanzahl der Rinder

1 falls $> 1\%$ aber $\leq 5\%$ der Gesamtanzahl der Rinder

2 falls $> 5\%$ aber $\leq 10\%$ der Gesamtanzahl der Rinder

3 falls $> 10\%$ der Gesamtanzahl der Rinder

Für die Anforderung D2T06E07

Indikator 281 0 falls 1 einziges Rind oder $\leq 1\%$ der Gesamtanzahl der Rinder

1 falls $> 1\%$ aber $\leq 5\%$ der Gesamtanzahl der Rinder

2 falls $> 5\%$ aber $\leq 10\%$ der Gesamtanzahl der Rinder

3 falls $> 10\%$ der Gesamtanzahl der Rinder

Indikator 290 0 falls > 1 Bewegung und $\leq 10\%$ der Rinder* und durchschnittliche Frist ** > 21 Tage

oder $> 10\%$ und $\leq 30\%$ der Rinder und durchschnittliche Frist > 14 aber ≤ 28 Tage

oder $> 30\%$ und $\leq 50\%$ der Rinder und durchschnittliche Frist > 7 aber ≤ 21 Tage

oder $> 50\%$ der Rinder und durchschnittliche Frist > 7 aber ≤ 14 Tage

1 falls $> 10\%$ und $\leq 30\%$ der Rinder und durchschnittliche Frist > 28 Tage

oder $> 30\%$ und $\leq 50\%$ der Rinder und durchschnittliche Frist > 21 aber ≤ 28 Tage

oder $> 50\%$ der Rinder und durchschnittliche Frist > 14 aber ≤ 21 Tage

2 falls $> 30\%$ und $\leq 50\%$ der Rinder und durchschnittliche Frist > 28 Tage

oder $> 50\%$ der Rinder und durchschnittliche Frist > 21 aber ≤ 28 Tage

3 falls $> 50\%$ der Rinder und durchschnittliche Frist > 28 Tage

* Der Prozentsatz der Verspätungen wird berechnet anhand des Verhältnisses zwischen der Anzahl verspätet mitgeteilter Bewegungen und der Gesamtanzahl Rinder, die während dem Zeitraum, auf den sich die Kontrolle bezieht, wenigstens 1 Tag im Betrieb anwesend waren.

** Die durchschnittliche Frist wird ergibt sich aus dem Durchschnitt der Fristen für die Mitteilung der Bewegungen während des Zeitraums, auf den sich die Kontrolle bezieht;

4° unter "Informationen bezüglich der Frühwarnung" wird der Absatz betreffend die Anforderung D2T06E7 durch folgendes ersetzt:

«D2T06E7: Der Landwirt wird von der geringfügigen Regelwidrigkeit in Kenntnis gesetzt und es wird ihm eine Frist zur Einleitung einer Korrekturmaßnahme eingeräumt. Bezüglich der falschen Angaben in der Datenbank Sanitrace übermittelt der Landwirt fristgerecht der Zahlstelle oder einer bevollmächtigten Einrichtung die Nummern der Ohrmarken der Tiere, für die eine Regelwidrigkeit vorliegt, sowie jegliche notwendige Information, die die Rechtfertigung einer Korrekturmaßnahme ermöglicht (Bescheinigung der ARSIA,...) Im Falle von verspätet erfolgten Mitteilungen an die Datenbank Sanitrace ist keine Berichtigung im Nachhinein möglich. Die Korrekturmaßnahme besteht darin, die Vorschriften für das folgende Wirtschaftsjahr wieder zu erfüllen und zwar für einen Zeitraum beginnend mit der Mitteilung der Frühwarnung und endend am 31. Dezember».

Art. 5 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Oktober 2015 wirksam, mit Ausnahme der Artikel 2 und 3, die am 1. Januar 2016 wirksam werden.

Namur, den 27. April 2017

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202778]

27 APRIL 2017. — Ministerieel besluit tot wijziging van de bijlage bij het ministerieel besluit van 27 augustus 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG), nr. 1290/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.242, D.250, D.251 en D.263;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, artikel 42, § 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 augustus 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 december 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 februari 2017;

Gelet op het rapport van 10 maart 2017, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid van 16 januari 2017;

Gelet op het advies 61.136/4 van de Raad van State, gegeven op 19 april 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de materiële fouten gevonden in de oorspronkelijke bijlage bij het ministerieel besluit van 27 augustus 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* op 1 oktober 2015 en die in werking treden op dezelfde dag verbeterd moeten worden;

Overwegende dat het afzien van de controles ter plaatse op vijf percent van de bedrijven ten gunste van een administratieve controle op alle bedrijven een herijking van de maatregel vereist om het evenredigheidsbeginsel van de sancties na te leven,

Besluit :

Artikel 1. In de bijlage bij het ministerieel besluit van 27 augustus 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, onder de rubriek "G01 Bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten", onder "2^e cijfer: graad van niet-conformiteit", onder "Gegevens", betreffende de eis D1T01E4, in punt 47, wordt het woord "aalt" vervangen door de woorden "organische meststoffen met een snelle werking".

Art. 2. In dezelfde bijlage, onder rubriek "G06 Vogelstand EN G07 Habitats", onder "2^e cijfer: graad van niet-conformiteit", onder "Omvang", worden de vermeldingen betreffende de eisen D1T03E1/E5, D1T03E2/E6, D1T03E3/E7 vervangen als volgt :

« - Voor de eisen D1T03E1/E5:

- Indicator 101 :
- 1 Indien de niet-naleving (samengestelde lengtes) hoogstens 50 m bedraagt
 - 2 Indien de niet-naleving (samengestelde lengtes) meer dan 50 m en hoogstens 200 m bedraagt
 - 3 Indien de niet-naleving (samengestelde lengtes) meer dan 200 m bedraagt

Er wordt rekening gehouden met de som van de lengtes van de oevers en grachten waarvoor de norm niet wordt nageleefd.

- Indicatoren 102, 105
- 1 Totale betrokken oppervlakte* $\leq 0,20$ ha
 - 2 Totale betrokken oppervlakte* $> 0,20$ ha en ≤ 1 ha
 - 3 Totale betrokken oppervlakte* > 1 ha

*= van plantengroei gezuiverd buiten afsluiting (indicator 105) of bewerkt (indicator 102)

- Indicatoren 103, 107
- 1 Totale lengte van de geplaatste of onderhouden afwateringsbuizen ≤ 10 m
 - 2 Totale lengte van de geplaatste of onderhouden afwateringsbuizen > 10 m en ≤ 50 m
 - 3 Totale lengte van de geplaatste of onderhouden afwateringsbuizen > 50 m

Indicator 104

- 2 Per definitie

Indicatoren 108, 110 en 111

- 1 Per definitie

- Indicator 106, 109
- 1 Als de totale lengte van de niet-conformiteit $< \text{of} =$ aan 50 m
 - 2 Indien de totale lengte van de niet-conformiteit > 50 m en $< \text{of} =$ aan 200 m
 - 3 Als de totale lengte van de niet-conformiteit > 200 m

- Voor de eisen D1T03E2/E6:

- Indicator 201
- 1 Totale oppervlakte betrokken bij de niet-conformiteit $\leq 0,20$ ha
 - 2 Totale oppervlakte betrokken bij de niet-conformiteit $> 0,20$ ha en ≤ 1 ha
 - 3 Totale oppervlakte betrokken bij de niet-conformiteit > 1 ha

Indicatoren 202, 215

- 1 Per definitie

- Indicator 203
- 1 Indien opslag
 - 2 Indien spreiding

- Indicatoren 204, 205, 207, 208, 211
- 1 Totale oppervlakte betrokken bij de niet-conformiteit $\leq 0,2$ ha
 - 2 Totale oppervlakte betrokken bij de niet-conformiteit $> 0,2$ ha en ≤ 1 ha
 - 3 Totale oppervlakte betrokken bij de niet-conformiteit > 1 ha

- Indicator 206
- 1 Totale oppervlakte van de percelen betrokken bij de niet-conformiteit ≤ 1 ha
 - 2 Totale oppervlakte van de percelen betrokken bij de niet-conformiteit > 1 ha

- Indicator 209
- 2 Totale oppervlakte van de percelen betrokken bij de niet-conformiteit ≤ 1 ha
 - 3 Totale oppervlakte van de percelen betrokken bij de niet-conformiteit > 1 ha

- Indicator 210
- 1 Indien opslag of veevoeding
 - 2 Indien bemesting of grondverbetering

- Indicator 212, 213
- 2 Totale oppervlakte betrokken bij de niet-conformiteit $\leq 0,2$ ha
 - 3 Totale oppervlakte betrokken bij de niet-conformiteit $> 0,2$ ha

- Indicator 214, 216
- 1 Totale oppervlakte betrokken bij de niet-conformiteit $\leq 0,02$ ha
 - 2 Totale oppervlakte betrokken bij de niet-conformiteit $> 0,02$ ha en $\leq 0,05$ ha
 - 3 Totale oppervlakte betrokken bij de niet-conformiteit $> 0,05$ ha

Indicator 217 2 Per definitie

- Voor de eisen D1T03E3/E7 :

2 Totale oppervlakte betrokken bij de niet-conformiteit \leq 0.2 ha

3 Totale oppervlakte betrokken bij de niet-conformiteit $>$ 0.2 ha ».

Art. 3. In dezelfde bijlage, onder rubriek "G09 Veiligheid van de voedingsmiddelen", onder "2e cijfer: graad van niet-conformiteit", onder "Gegevens", wordt de tabel vervangen als volgt :

«

Niet-nageleefde eis		Ernst	Omvang	Permanent karakter	Graad van niet-conformiteit
D2T05E1 Verbod om gevaarlijke levensmiddelen en diervoeders op de markt te brengen		3	0	0	3
D2T05E2 Zorgen voor de traceerbaarheid van inkomende en uitgaande producten	21	1	1	0	1
	22	1	1	0	1
		1	2	0	2
	23	2	1	0	2
2		2	0	3	
D2T05E3 Toepassing van de minimale hygiënische normen	31	1	1	0	1
		1	2	0	2
	32	2	1	0	2
		2	2	0	3
	33	3	1	0	2
		3	2	0	3

Art. 4. In dezelfde bijlage, onder rubriek "G12 identificatie van runderen", worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder "Gegevens", wordt de vermelding betreffende de eis D2T06E7 vervangen als volgt :

« D2T06E7 Mededelingen op basis van de Sanitrace-gegevens

281 Registraties in het gegevensbestand Sanitrace (onjuiste gegevens)

290 Vertragingen in de kennisgeving van de bewegingen op basis van de Sanitrace-gegevens »;

2° onder "Gegevens", wordt de tabel vervangen als volgt :

Niet-nageleefde eis	Indicatoren	Ernst	Omvang	Permanent karakter	Graad van niet-conformiteit	Vroegtijdige waarschuwing
D2T06E4 Registratie Bedrijfsregister		1	0	0	0 of 1	X
		1	1	0	0 of 1	X
		1	2	0	1	
		1	3	0	2	
		2	0	0	0 of 1	X
		2	1	0	1	
		2	2	0	2	
		2	3	0	3	
D2T06E5 Identificatie		1	0	0	0 of 1	X
		1	1	0	0 of 1	X
		1	2	0	1	
		1	3	0	2	
		3	0	0	(0 of 1)*	X
		3	1	0	2*	
		3	2	0	3	
		3	3	0	3	
D2T06E6 Paspoort		2	0	0	0 of 1	X
		2	1	0	1	
		2	2	0	2	
		2	3	0	3	

Niet-nageleefde eis	Indicatoren	Ernst	Omvang	Permanent karakter	Graad van niet-conformiteit	Vroegtijdige waarschuwing
D2T06E7 Mededelingen op basis van de Sanitrace-gegevens	281	2	0	0	0 of 1	X
		2	1	0	1	
		2	2	0	2	
		2	3	0	3	
	290	2	0	0	0 of 1	X
		2	1	0	1	
		2	2	0	2	
		2	3	0	3	

* van ambtswege 3 indien PV opgemaakt

X = vroegtijdige waarschuwing. De graad van niet-conformiteit wordt op 0 vastgesteld. Hij wordt op 0 gehandhaafd indien een corrigerende actie door de landbouwer is uitgevoerd binnen de termijn bepaald door het betaalorgaan of een gemachtigd orgaan. Indien er geen corrigerende actie binnen de voorgeschreven termijn is genomen, wordt de graad van niet-conformiteit op 1 geherwaardeerd;

3° onder « 2° cijfer : graad van niet-conformiteit », onder "Omvang", worden de vermeldingen betreffende de eisen D2T06E5, D2T06E6, D2T06E7 vervangen als volgt :

« Voor de eisen D2T06E5, D2T06E6,

0 indien slechts 1 rund of ≤ 1 % van het totaal aantal runderen

1 indien >1 % maar ≤ 5 % van het totaal aantal runderen

2 indien >5 % maar ≤ 10 % van het totaal aantal runderen

3 indien >10 % van het totaal aantal runderen »

Voor eis D2T06E07

Indicator 281 0 Indien slechts 1 rund of ≤ 1 % van het totaal aantal runderen

1 Indien > 1 % maar ≤ 5 % van het totaal aantal runderen

2 Indien > 5 % maar ≤ 10 % van het totaal aantal runderen

3 Indien > 10 % van het totaal aantal runderen

Indicator 290 0 Indien > 1 beweging en ≤ 10 % van de runderen* en gemiddelde termijn** > 21 dagen

of > 10 % en ≤ 30 % van de runderen en gemiddelde termijn > 14 maar ≤ 28 dagen

of > 30 % en ≤ 50 % van de runderen en gemiddelde termijn > 7 maar ≤ 21 dagen

of > 50 % van de runderen en gemiddelde termijn > 7 maar ≤ 14 dagen

1 Indien > 10 % en ≤ 30 % van de runderen en gemiddelde termijn > 28 dagen

of > 30 % en ≤ 50 % van de runderen en gemiddelde termijn > 21 maar ≤ 28 dagen

of > 50 % van de runderen en gemiddelde termijn > 14 maar ≤ 21 dagen

2 Indien > 30 % en ≤ 50 % van de runderen en gemiddelde termijn > 28 dagen

of > 50 % van de runderen en gemiddelde termijn > 21 maar ≤ 28 dagen

3 Indien > 50 % van de runderen en gemiddelde termijn > 28 dagen

* Het vertrapingspercentage wordt berekend door de verhouding te maken tussen het aantal bewegingen die met vertraping genotificeerd zijn en het totaal aantal runderen die minstens 1 dag op het bedrijf verbleven zijn tijdens de gecontroleerde periode

** De gemiddelde termijn wordt berekend door het gemiddelde te maken van de kennisgevingstermijnen van de bewegingen tijdens de gecontroleerde periode;

4° onder "Informatie betreffende de vroegtijdige waarschuwing", wordt het lid betreffende de eis D2T06E7 vervangen als volgt :

« D2T06E7 : De landbouwer wordt op de hoogte gebracht van de lichte niet-conformiteit en hij beschikt over een termijn om een corrigerende actie uit te voeren. Wat betreft de onjuiste gegevens in het gegevensbestand Sanitrace, verstrekt de landbouwer, binnen de voorgeschreven termijn, het betaalorgaan of een gemachtigd orgaan de ooringnummers van de dieren die bij de niet-conformiteit betrokken zijn en elke nuttige informatie die de rechtvaardiging van de corrigerende actie mogelijk maakt (ARSIA-attest,...). Voor de vertrapingen van de kennisgeving van de bewegingen aan het gegevensbestand Sanitrace is er geen enkele verbetering mogelijk achteraf. De corrigerende actie bestaat uit een terugkeer naar de conformiteit voor de volgende campagne, tijdens een periode gaande van de kennisgeving van de vroegtijdige waarschuwing tot 31 december. »

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2015, met uitzondering van de artikelen 2 en 3, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2016.

Namen, 27 april 2017.

R. COLLIN